

Au Nigéria, la malnutrition aiguë renforcée par les «bandits»

Afrique de l'Ouest ▶ La famille de Lariya Abdulkareem cultivait du sorgho et des haricots près de leur village du nord-ouest du Nigeria, avant que la menace des «bandits» les force à abandonner leurs terres. Nourrir sa famille est de plus en plus difficile car l'insécurité sur les routes de son Etat de Katsina complique la livraison de maïs, de millet et de soja, se lamente M^{me} Abdulkareem, 40 ans et déjà grand-mère.

Selon les autorités sanitaires et les ONG, sa famille fait partie de milliers d'autres dont les enfants souffrent de malnutrition aiguë dans le nord-ouest du Nigeria où l'insécurité et la hausse des prix des denrées alimentaires ont aggravé une situation déjà alarmante dans cette région extrêmement pauvre.

«Nous avons l'habitude de cultiver mais nous ne pouvons plus accéder aux terres», comme avant, insiste M^{me} Abdulkareem en serrant dans ses bras sa petite-fille de 7 mois souffrant de malnutrition, dans une clinique soutenue par Médecins sans frontières (MSF).

Les zones rurales du nord-ouest du Nigeria sont ravagées par des bandes criminelles, les «bandits», qui pillent, attaquent, tuent et kidnappent les villageois pour obtenir une rançon. Ils mènent leurs attaques depuis leurs camps situés au cœur des forêts qui recouvrent une grande partie de la région.

Des centaines de milliers de personnes ont été jetées sur les routes, fuyant ces violences, tandis que des milliers d'autres ont été tuées.

La plupart des organisations humanitaires internationales au Nigeria se trouvent dans le nord-est, où plus de 2 millions de personnes ont été déplacées par le conflit, mais très peu

disposent de programmes dans le nord-ouest. Et pourtant, la récente détérioration de la situation sécuritaire dans la région est responsable d'une envolée

«Nous ne pouvons plus accéder aux terres» Lariya Abdulkareem

de la malnutrition. Dans cinq Etats du nord-ouest, 44 500 enfants ont déjà été admis dans des hôpitaux car souffrant de malnutrition. Rien qu'à Katsina, les agences humanitaires et les autorités sanitaires se préparent à traiter 100 000 enfants cette année. Dans toute la ville, des centaines de mères

se présentent chaque jour dans les cliniques pour obtenir de l'aide.

A Kofar Sauri par exemple, les mères partagent les lits de leurs enfants dans des dizaines de tentes installées dans la cour de l'hôpital. L'établissement peut traiter jusqu'à 250 patients mais en admet actuellement 350. MSF dit vouloir augmenter la capacité à 500 lits à Katsina, pour faire face à la flambée de cas compliqués.

Sous les tentes bondées, les enfants de moins de cinq ans sont pesés, mesurés et diagnostiqués. Ils souffrent souvent d'autres maladies, du paludisme ou de la rougeole, selon le personnel médical.

MSF dit avoir conduit en juin des tests sur 36 000 enfants de moins de cinq ans à Gummi, dans l'Etat voisin de Zamfara. Plus de la moitié souffraient de malnutrition et un quart, souffrant

de malnutrition sévère, avaient besoin de soins urgents.

Depuis le début de l'année, 20 000 personnes ont fui les violences des «bandits» dans trois zones de Jibiya, ont déclaré un membre du gouvernement local et des résidents.

Le nord-ouest du Nigeria est souvent en proie à des pénuries alimentaires, particulièrement pendant la saison sèche, quand les réserves des récoltes s'épuisent. En tout, la région compte huit millions d'enfants en situation de malnutrition, selon l'Unicef. A cela s'ajoute désormais, les conséquences de l'invasion russe en Ukraine, qui a perturbé l'approvisionnement mondial en céréales et les prix des carburants ont augmenté, provoquant la flambée des prix des denrées alimentaires dans de nombreux pays africains.

PATRICK MARKEY À KATSINA/AFP

Au Chiapas, l'ONG Madre Tierra, financée depuis la Suisse, a dû suspendre certaines de ses activités en raison d'une guerre sale entre narcotrafiquants qui affecte les civils

Coopérer malgré les cartels

CHRISTOPHE KOESSLER

Mexique ▶ Cheveux courts et habits non genrés. Inès*, 8 ans, a été épargnée parce que ses ravisseurs pensaient qu'elle était un garçon. Sinon, elle aurait été abusée et vendue par un groupe criminel. La situation était jusqu'à présent inédite au Chiapas, l'un des Etats les plus pauvres du Mexique, qui était presque épargné par les guerres entre les narcotrafiquants qui sévissent dans le pays. Mais il y a une année environ, l'apparition d'un nouveau cartel de la drogue a engendré un conflit armé pour le contrôle des territoires dans cet Etat frontalier avec le Guatemala. Accompagné de graves exactions contre les habitants. C'est dans ce contexte qu'Inès et ses parents, deux collaborateurs de Madre Tierra México, ont été enlevés pendant quelques heures le 30 avril dernier. La maman, Valentina*, a été violée et Inès en a réchappé de peu: «Vu la nouvelle situation, le directeur de notre organisation avait recommandé par précaution de couper les cheveux de la petite fille», raconte Helena Blanco, responsable de Madre Tierra México, de passage à Genève.



Un millier de familles ne bénéficient plus pour l'instant des nouveaux projets en permaculture ou en santé communautaire. MADRE TIERRA

50 communautés délaissées

L'ONG, soutenue par la Centrale sanitaire suisse romande et Madre Tierra Suisse, a dû suspendre immédiatement ses activités dans la région frontalière. Ce sont 50 communautés, chacune composée d'une vingtaine de familles, sur les 300 accompagnées par l'association, qui ne bénéficient plus pour l'instant des nouveaux projets en permaculture ou en santé communautaire. «Grâce à la Fédération genevoise de coopération, nous soutenons des communautés paysannes et indigènes dans six régions du Chiapas dans le but d'améliorer leurs conditions de vie mais surtout leur niveau d'organisation pour qu'elles puissent défendre leurs droits face à l'Etat et aux

compagnies transnationales qui envahissent leurs territoires», détaille Helena Blanco.

Et depuis le mois d'avril, l'insécurité s'est encore aggravée. Le 18 juin, un promoteur en permaculture, partenaire de Madre Tierra, a été tabassé et torturé alors qu'il se rendait sur une parcelle de démonstration en agroécologie. «Les villageois sont pris à partie par les cartels, accusés de servir le clan rival. Ils ne peuvent plus sortir de leurs communautés sans risquer leur vie», raconte la responsable de l'ONG. Des massacres auraient été perpétrés dans plusieurs villages selon certaines sources. Plusieurs centaines de jeunes gens entre 12 et 17 ans auraient disparus, selon le journal mexicain *Proceso*. De nombreux



«Les villageois sont pris à partie par les cartels, accusés de servir le clan rival» Helena Blanco

garçons auraient été recrutés un temps par le crime organisé, puis assassinés dans certains cas. De nombreuses jeunes filles ont été kidnappées, soumises à la prostitution forcée et à la traite. Une partie des habitants, celle qui en avait les moyens, n'a eu d'autre choix que de fuir.

Complicité des autorités

Le silence assourdissant des médias mexicains et des autorités font craindre le pire: «Au mieux, il s'agit de laisser-faire, au pire de complicité des gouvernements», soupire Helena Blanco. Le cas d'Inès et de ses parents, là encore est riche en enseignements: «Parmi leurs agresseurs, certains portaient l'uniforme de l'armée, d'autres celui du Ministère public (*fis-*

calia)», explique-t-elle. Puis, lorsque les victimes sont allées porter plainte en ville, à San Cristóbal de la Casas, la responsable leur a dit qu'elle leur déconseillait de procéder à cette démarche. Car dans ce cas, elle serait dans l'obligation de transmettre le dossier à la *fiscalía* locale et qu'elle ne voulait pas porter l'assassinat de leur famille sur les épaules.

La situation n'est même plus cachée: les autorités municipales sont aux mains du crime organisé dans certaines zones. Et aucune action ne semble entreprise par l'Etat du Chiapas ou au niveau fédéral pour y remédier. Les gangs ont la voie libre. En juin dernier, une démonstration de force d'un cartel en pleine après-midi à San Cristó-

bal de las Casas n'a pas suscité l'intervention de l'armée, pourtant toute proche, rapporte le quotidien *La Jornada*.

Pouvoir fédéral absent

Le président Andres Manuel Lopez Obrador, bien qu'ayant adopté plusieurs politiques progressistes depuis son accès au pouvoir en 2018, n'aurait pas levé le petit doigt pour rétablir l'état de droit dans la région: «Il avait contracté dans le passé des alliances avec des politiciens véreux au Chiapas en échange de leur soutien pour accéder au pouvoir», interprète Helena Blanco. «Alors qu'il intervient deux heures chaque jour à la télévision, je ne l'ai jamais entendu parler des problèmes au Chiapas», déplore-t-elle.

Le contrôle d'une partie du Chiapas par les cartels rend le travail communautaire extrêmement périlleux dans certaines zones. Les groupes criminels ont demandé la dissolution des mouvements sociaux et des ONG dans les régions frontalières et ont créé leur propre organisation «de base», censée aider les populations.

Madre Tierra s'adapte comme elle le peut aujourd'hui en transférant à d'autres villages, moins touchés par la violence, le soutien qu'elle ne peut plus apporter à certaines communautés. Pour Helena Blanco, la violence extrême, telle qu'elle s'exprime dans les groupes de narcotrafiquants, perdurera tant que les injustices sociales et les inégalités demeureront si importantes. Faut-il d'alternatives, nombre de jeunes tombent dans la délinquance. Le Chiapas, contrairement à d'autres Etats mexicains, n'a jamais connu de réforme agraire, une situation à l'origine de l'insurrection de l'Armée zapatiste de libération nationale du sous-commandant Marcos¹, encore active dans d'autres régions, qui avait rendu le Chiapas si célèbre dans les années 1990 et 2000... 1

¹ Depuis 2014, il a renoncé à la direction du mouvement et se fait appeler Galeano en hommage d'un camarade tué.

*Prénoms d'emprunt.